

# Les nouvelles incertitudes démocratiques

Thomas Lemaigre

Notre vision de l'incertitude en politique doit être réinventée. Face au cours de l'histoire qui s'accélère, elle est généralement beaucoup trop réductrice. Au point de brider les réponses que nous sommes en train de donner aux défis globaux et de conforter les tendances qui nous poussent vers des pentes très glissantes.

La démocratie moderne s'est imposée de ne pas se donner d'idées définitives sur ce qui constitue le bon régime politique. Elle doute d'elle-même, elle se cherche. Notre dernier éditorial, sur les usages et mésusages du débat public<sup>1</sup> en était encore une forme de rappel : la démocratie construit l'avenir en se construisant elle-même. De Tocqueville à Ulrich Beck<sup>2</sup> en passant par Claude Lefort, elle se met congénitalement à l'épreuve du doute, « une épreuve qui s'étaie sur un certain agencement des institutions », et toujours « le sort de la démocratie demeure incertain »<sup>3</sup>. Telle

est la rupture qui la distingue historiquement des autres régimes politiques.

La COP24 qui s'est clôturée à la mi-décembre donne une acuité particulière à de telles lectures et oblige sans doute à les actualiser, ou tout au moins à les interroger de façon prospective.

Et c'est justement là un premier curseur qui a bougé : le curseur prospectif, celui de l'horizon du temps historique. Et ce n'est pas rien... Des Lumières au compromis social-démocrate, nous héritons d'un rapport au politique et aux institutions inscrit dans un avenir sans fin et également dans un horizon de ressources infinies<sup>4</sup>. Cela avait commencé à changer pendant la Guerre froide avec la perspective d'une conflagration nucléaire globale, ensuite avec le rapport Meadows de 1971 et le Club de Rome, jusqu'au point de bascule actuel qui a vu depuis une dizaine d'années les opinions publiques s'approprier une certaine idée de fin du monde à travers des travaux, certains discutables et discutés<sup>5</sup>, qui

1 | Carlier D., « That's just like your opinion, man », édito, *La Revue nouvelle*, n° 8/2018, <https://bit.ly/2rDJxG7>.

2 | Voir entre autres « Comment créer une nouvelle modernité "verte" ? », *La Revue nouvelle*, n° 5/2015, <https://bit.ly/2LnhRye>.

3 | Lefort C., « L'incertitude démocratique », *Revue euro-*

*péenne des sciences sociales*, 31(97), 1993, 5-11.

4 | Voir notre récent dossier « Ressources naturelles », n° 4/2018, <https://bit.ly/2EpRSEL>.

5 | Voir en particulier l'ouvrage collectif *Questioning col-*

dans l'univers francophone se retrouvent désormais sous l'étiquette attrape-tout de « collapsologie ». L'idée de progrès implose, en tout cas celle autour de laquelle nous avons construit nos institutions socioéconomiques au XX<sup>e</sup> siècle.

Tout cela se passe au moment même où le Giec, comme aidé par les événements climatiques inédits et marquants de cet été, s'efforce de promouvoir un cadrage temporel assez directif de la crise environnementale globale<sup>6</sup> : il nous reste au maximum vingt ans pour enclencher les mutations structurelles qui feront en sorte que soit en partie évitée la menace de dégradation par réchauffement moyen du climat des conditions minimales de la vie humaine sur Terre, sans doute pas de toute vie humaine, mais de la vie d'une majorité des membres de l'espèce. Quelque vingt ans pour décider de rester ou non sous la barre fatidique des 2 °C. Et ensuite, il ne s'agira pas de dévier des trajectoires prescrites, sous peine de retomber illico dans l'ornière terminale.

Si le Giec tente de mobiliser les opinions mondiales en nous poussant, si pas à l'angoisse, du moins à voir le futur comme quelque chose qui risque de finir dans un temps historiquement proche — un siècle, peut-être deux ou trois —, ses travaux précédents induisaient déjà un autre ensemble de considérations sur l'incertitude démocratique : la question de la calculabilité de l'avenir. C'est là un second curseur à prendre en compte.

Ce que nous entendons relever ici n'est pas nouveau et se retrouve à propos de

bien d'autres enjeux que le climat : il s'agit simplement de l'effet de cadrage que provoquent les recommandations du Giec, et peut-être même l'exercice en tant que tel de modélisation des rapports humanité-climat, et la manière dont ces recommandations sont traduites, essentiellement en objectifs quantitatifs, dans les conclusions des COP. Il n'y a sans doute pas moyen en cette manière de faire autrement. Il est vital de fixer les idées de l'opinion publique et des décideurs politiques. Ce sera : pas plus de 2 °C d'augmentation des températures moyennes mondiales par rapport à l'époque préindustrielle et la courbe à suivre pour y arriver implique des objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> trois fois plus importants que ceux adoptés il y a trois ans à Paris en conclusion de la COP21.

Nous sommes de la sorte collectivement emmenés vers une vision très particulière du futur, où toute décision se résume à un calcul coûts-bénéfices. Or les incertitudes sont nombreuses et il en existe de toutes sortes. Toutes ne sont pas « commensurables », pas rapportables à une seule échelle de mesure, parce que tous les rapports à l'incertitude ne sont pas équivalents. Ils n'ont pas la même valeur. Ils ont même éventuellement des valeurs inconciliables entre elles, au sens le plus épais du mot valeur : pas les mêmes significations culturelles, pas les mêmes portées éthiques, pas les mêmes implications politiques.

Une telle commensurabilité, aux mains de la science économique canonique, se traduit d'abord en convertibilité en monnaie et juste ensuite en mise en place de marchés d'investissements spéculatifs. Toute incertitude n'est pas compressible sur un calcul de risques<sup>7</sup>.

lapse dirigé par P. McAnany et N. Yoffee, dont on trouvera en ligne quelques recensions en français, <https://bit.ly/2Ail3k>.

6 | Voir en particulier encore son dernier rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C. Pour consulter ce rapport et le résumé qu'en donne notre administration fédérale : <https://bit.ly/2Es1JKy>.

7 | Pour appréhender la réalité comme un assureur, voir

La politique n'est en aucun cas un exercice de gestion d'assurances ni l'avenir de l'humanité un portefeuille de *hedge fund*. L'incertitude démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle, en matière de climat comme en toute autre, n'est pas réductible à des marges d'erreur, des « intervalles de confiance », des valeurs résiduelles, des « événements extrêmes ». Au contraire, elle appelle une définition de la démocratie comme action face à l'inconnu et pas juste face à l'incertain, y compris donc face à l'impossibilité de cerner l'inconnaissable de l'inconnu, le rapport entre ce qu'on sait, ce qu'on est certains de ne pas savoir, et surtout ce qu'on ignore qu'on ne sait pas.

Tout ceci n'est pas que spéculations en chambre entre philosophes politiques. Tout ceci se joue déjà dans le monde réel. Une telle analyse de l'incertitude combinée à l'impuissance des États à éviter les scénarios climatiques globaux réputés les moins graves, cela nous confronte à des choix historiques qui iront jusqu'à remettre en question les options prises quant au régime politique avec lequel nous entendons jouer nos avenir communs<sup>8</sup>. L'écologie politique l'a compris depuis bientôt un demi-siècle et en a fait un projet de changement social radical et radicalement démocratique<sup>9</sup>.

Mais réinventer notre régime politique, où cela peut-il nous emmener ? Nos axiomes démocratiques suffisent-ils ? (l'action rationnelle produite par le débat entre personnes qui se regardent comme égaux, et qui par là contient la

violence politique). Nous dotent-ils à coup sûr d'« agencements institutionnels » à la hauteur de cette espèce de nouvelle figure du mal qui borne désormais les temps futurs ? On ne peut que le souhaiter, tant elle est la seule manière, nous le rappelions d'entrée de jeu, de ne pas se mentir pas sur ces formes d'inconnu qui nous échappent le plus. Mais ce modèle convainc-t-il ? A-t-il déjà permis de capitaliser des avancées significatives au-delà de quelques îlots d'entre-soi ? Sera-t-il à même d'y parvenir dans les temps impartis ? La démocratie moderne sera-t-elle plus pour nous que cette conviction qui poussa, dit-on, l'orchestre du Titanic à jouer jusqu'au dernier moment ? Et pour le « reste du monde » comme disent les économistes, si la démocratie moderne convainc face aux remises en question de son universalité, notamment par les critiques post-coloniales et féministes, quelle est sa robustesse effective ? Le constat doit être posé : le doute plane malheureusement sur ce scénario optimiste, sans doute même utopiste.

L'alternative qui semble inévitable est le scénario de l'écodictature ou de l'écoautoritarisme. Instabilités, incertitudes, périphérisation, tout pousserait déjà nombre de pays de la planète vers ce type de tentations, plus ou moins teintées de suprémacisme, et plus ou moins explicitement préoccupées de jouer seules, de tirer l'échelle, de s'approprier le peu qui reste tant qu'il est encore temps, et de neutraliser ceux qui vont les empêcher d'en jouir. Un certain degré de violence est extériorisé, revendiqué, assumé, mis en scène. Trump masse ses troupes à la frontière pour contenir une colonne de réfugiés. Bolsonaro menace de mort les porte-paroles des paysans sans terre et des peuples indiens. Telle major des industries extractives intimide par des attaques en

un exemple local et récent : <https://bit.ly/2S5qW1f>.

8 | Ces choix sont rappelés par des événements d'actualité de plus en plus fréquents, comme la démission du ministre français Nicolas Hulot sur laquelle revenait notre éditorial « Hulot désenchaîné », n° 6/18, <https://bit.ly/2EpRSEL>.

9 | Voir l'ouvrage de B. Lechat, *La démocratie comme projet*, Etopia, 2015, et la recension faite à l'époque par *La Revue nouvelle* : <https://bit.ly/2S5g4jZ>.

justice des militants de causes comme la biodiversité. Des scénarios antidémocratiques, mais dans certains cas avec une subtilité consistant à rester compatibles avec une certaine dose de démocratie<sup>10</sup>.

Mais une lecture prospective duale est forcément appauvrie. La réalité trouvera d'autres chemins entre violence écocautoraire et utopie radicale-démocratique, et elle en trouve sans doute déjà. Concluons en proposant une hypothèse : celle de la délégation de la politique et du gouvernement des choix individuels à des dispositifs technologiques. Le scénario, littéralement, d'un régime de l'intelligence politique artificielle. Les intentions politiques sont confiées à des algorithmes qui prescrivent des ajustements de l'action publique de façon « rationnelle », organisent le rationnement de façon « dépassionnée », contrôlent les comportements individuels et les pré-paramètrent de façon « optimisée »<sup>11</sup>. Ils sont commandités par des États, certains vous persuadent que vous les avez choisis en toute autonomie. Ils ne sont pas nécessairement très complexes. Ils sont basés sur des modèles pour lesquels la réalité sociale est entièrement réduite à du calcul. Ils sont déjà mis en œuvre, par exemple dans la formation des salaires<sup>12</sup>, dans la régulation du trafic autoroutier ou dans la concordance entre candidats et postes vacants assurée par le Forem, ailleurs dans les décisions de libération conditionnelle des détenus, etc. Ils sont préparés par les compteurs électriques intelligents ou les applications de paiement par télé-

phone portable, ils s'appuieront sur les objets connectés, « smart », que vous vous êtes peut-être offerts à Noël et les données innombrables que produit votre usage des plateformes en ligne, réseaux sociaux en tête. Ils régissent déjà la vie de citoyens chinois chaque jour plus nombreux au travers de dispositifs de *social ranking*<sup>13</sup>, en particulier l'application Sesame développée par la branche financière du groupe Alibaba, celui-là même qui installera sous peu sa plateforme logistique européenne à Liège.

Un tel régime de gouvernement automatique s'invente déjà, il est une mine d'or pour les multinationales du web qui le promeuvent. Il n'est vraisemblablement pas soluble dans la démocratie, il dépolitise toutes les formes d'inégalités, il n'est pas bêtement autoritaire, et il est une manière très séduisante d'inventer de nouveaux modèles permettant d'affronter ensemble les incertitudes d'un monde et d'un temps finis.

L'un des nœuds à trancher pour qu'adviennent des scénarios de ce type est de démonter « le pouvoir du pouvoir<sup>14</sup> » : est-ce la technologie qui ampute le décideur ou le décideur qui entreprend de s'« augmenter » ? Ce qui est certain déjà, c'est que les entrepreneurs d'un tel scénario owellien, contrairement aux modélisateurs du Giec, recommandent et les objectifs et les recettes pour les atteindre. Ils n'en appellent pas à notre créativité collective – cette manière de faire mentir les algorithmes, ce levier d'incertitudes salutaires, non calculables et, si possible, démocratiques.

10 | Comme le montre par exemple par son roman de politique-fiction, *Brut* (Seuil, 2011), Dalibor Frioux qui imagine une Norvège forteresse repliée sur sa rente pétrolière, son modèle social écoresponsable et la prédation de quelques territoires africains inféodés.

11 | Voir notre dossier « Les *big data* épuisent-ils la culture », n° 8/2016, <https://bit.ly/2rHdHlm>

12 | Voir sur les blogs de *La Revue nouvelle*, Derruine O., « Vous reprendrez bien vingt ans d'austérité ? », 2 février 2017, <https://bit.ly/2h89Wcv>.

13 | Hvistendahl M., « Bienvenue dans l'enfer du social ranking » (trad. par M. Saint-Upéry), *Revue du Crieur*, 10/2018, p. 4-21.

14 | Voir l'édito de notre édition de février 2009, <https://bit.ly/2BnQkbu>.